

L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme

La politique extérieure de la bureaucratie staliniste --par ses deux canaux : le principal : la diplomatie, et l'accessoire: l'Internationale Communiste-- a effectué un tournant brusque vers la Société des nations, le *statu quo*, l'alliance avec les réformistes et la démocratie bourgeoise. En même temps, la politique intérieure s'est tournée vers le marché libre et le "kolkhozien aisé". Le nouvel écrasement des groupes oppositionnels, semi-oppositionnels et des éléments isolés qui avaient la moindre attitude critique, la nouvelle épuration massive du Parti ont pour but de laisser les mains libres à Staline pour le cours de droite. Au fond il s'agit du retour à l'ancien cours organique (mise sur le koulak, alliance avec le Kuomintang, Comité anglo-russe, etc.), mais à une échelle plus vaste et dans des conditions incomparablement plus difficiles. Où mène ce cours? Le mot de "Thermidor" est de nouveau sur de nombreuses lèvres. Par malheur, ce mot s'est oblitéré à l'usage, il a perdu son contenu concret et est manifestement insuffisant pour caractériser l'étape par laquelle passe la bureaucratie staliniste, la catastrophe qu'elle prépare. Il faut avant tout s'entendre sur les termes.

LES DISCUSSIONS SUR "THERMIDOR" DANS LE PASSE

La question de "Thermidor" est étroitement liée à l'histoire de l'opposition de gauche en U.R.S.S. Il ne serait actuellement pas facile d'établir qui, le premier, recourut à l'analogie historique de Thermidor. En tout cas, en 1926, les positions se répartissaient à peu près ainsi: le groupe du "Centralisme Démocratique" (V. M. Smirnov, que Staline a fait périr en exil; Sapronov, etc.) affirmait: "Thermidor est un fait accompli". Les partisans de la plate-forme de l'Opposition de gauche, les bolcheviks-léninistes, repoussaient catégoriquement cette affirmation. Sur cette ligne se produisirent même des scissions. Qui avait alors raison? Pour répondre à cette question il faut déterminer exactement ce que les deux groupes entendaient au juste par "Thermidor": les analogies historiques permettent diverses interprétations, et, par cela même, aussi des abus.

Feu V. M. Smirnov --un des représentants les plus distingués de l'ancien type bolchevik-- pensait que le retard de l'industrialisation, la montée du koulak et du nepman (nouveau bourgeois), la liaison entre eux et la bureaucratie, enfin la dégénérescence du Parti étaient si avancés que le retour sur les rails du socialisme était impossible sans nouvelle révolution. Le prolétariat a déjà perdu le pouvoir. Après l'écrasement de l'opposition de gauche, la bureaucratie exprime les intérêts du régime bourgeois renaissant. Les conquêtes fondamentales de la Révolution d'Octobre sont liquidées. Telle était, dans ses grandes lignes, la position du groupe du "Centralisme Démocratique".

L'Opposition de gauche objectait à cela: les éléments d'une dualité du pouvoir ont indubitablement surgi dans le pays; mais le passage de ces éléments à la domination de la bourgeoisie ne pourrait se faire qu'au moyen d'un bouleversement contre-révolutionnaire. La bureaucratie est déjà liée au nepman et au koulak; mais les racines fondamentales de la bureaucratie plongent encore dans la classe ouvrière. Dans la lutte contre l'Opposition de gauche la bureaucratie traîne indubitablement derrière elle une lourde queue, les nepmen et les koulaks. Mais demain cette queue frappera sur la tête, c'est-à-dire sur la bureaucratie dirigeante. De nouvelles scissions au sein de celle-ci sont inévitables. Devant le danger d'un bouleversement contre-révolutionnaire immédiat, le noyau fondamental de la bureaucratie centriste s'appuiera sur les ouvriers contre la bourgeoisie agraire naissante. L'issue du conflit est encore loin d'être décidée. Il est trop tôt pour enterrer la Révolution d'Octobre. L'écrasement de l'Opposition de gauche facilite l'oeuvre de Thermidor. Mais Thermidor n'est pas encore accompli.

Il suffit de rapporter exactement le *contenu* des discussions des années 1926-1927 pour que la justesse de la position des bolcheviks-léninistes apparaisse, à la lumière du développement ultérieur, dans toute son évidence. Dès 1927, le koulak frappe sur la bureaucratie, en lui refusant le blé, qu'il avait réussi à concentrer dans ses mains. En 1928, la bureaucratie se scinde ouvertement. Les droitiers sont pour de nouvelles concessions au koulak. Le centre s'arme des idées de l'Opposition de gauche qu'il a écrasée, en commun avec les droitiers; il trouve un appui chez les ouvriers, bat les droitiers, se met sur la voie de l'industrialisation, puis de la collectivisation. Au prix d'innombrables sacrifices superflus, les conquêtes sociales fondamentales de la Révolution d'Octobre furent malgré tout sauvées.

Le pronostic des bolcheviks-léninistes (plus exactement: la "meilleure variante" de leur pronostic) fut pleinement confirmé. Actuellement il ne peut y avoir de discussion là-dessus. Le développement des forces productives se fait non par le rétablissement de la propriété privée, mais sur la base de la socialisation, par la voie d'une direction planifiée. Seuls des aveugles politiques peuvent ne pas apercevoir l'importance historique mondiale de ce fait.

LE VERITABLE SENS DE "THERMIDOR"

Néanmoins on peut et on doit reconnaître maintenant que l'analogie de "Thermidor" a servi à obscurcir plutôt qu'à éclairer la question. Le Thermidor de 1794 réalisa le déplacement du pouvoir de certains groupes de la Convention à d'autres groupes, de certaines couches du "peuple" victorieux à d'autres couches. Thermidor était-il la contre-révolution? La réponse à cette question dépend de l'étendue que nous donnons, dans le cas présent, à la notion de "contre-révolution". La révolution sociale de 1789-1793 avait un caractère bourgeois. Son essence pouvait se ramener au remplacement de la propriété féodale enchaînée par la "libre" propriété bourgeoise. La contre-révolution qui eût été le pendant de cette révolution aurait dû accomplir le rétablissement de la propriété féodale. Mais Thermidor n'a même pas tenté pareille chose. Robespierre voulait s'appuyer sur les artisans, le Directoire sur la bourgeoisie moyenne. Bonaparte se lia aux banques. Tous ces changements, qui eurent, bien entendu, une importance non seulement politique, mais aussi sociale, s'accomplirent, pourtant, sur la base de la nouvelle société bourgeoise et du nouvel Etat bourgeois.

Thermidor fut, sur la base sociale de la Révolution, un acte de la réaction. C'est le même sens qu'eut le 18 Brumaire de Bonaparte, nouvelle étape importante dans la voie de la réaction. Dans les deux cas il s'agissait non du rétablissement des anciennes formes de propriété ni du pouvoir des anciennes couches dominantes, mais de la répartition des avantages du nouveau régime social entre les différentes fractions du "Tiers Etat" victorieux. La bourgeoisie prit toujours plus en main la propriété et le pouvoir (directement et immédiatement ou par l'entremise de certains agents tels que Bonaparte), sans attenter nullement aux conquêtes sociales de la Révolution --au contraire, en les affermissant, en les ordonnant, en les stabilisant soigneusement. Napoléon défendit la propriété bourgeoise, y compris la propriété paysanne, aussi bien contre la "plèbe" que contre les prétentions

des propriétaires expropriés. L'Europe féodale haïssait Napoléon comme l'incarnation vivante de la Révolution, et à sa manière elle avait raison.

L'APPRECIATION MARXISTE DE L'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. actuelle, sans aucun doute, ressemble fort peu au type de république soviétique que Lénine traçait en 1917 (absence du bureaucratie permanente et d'armée permanente, révocabilité de tous les élus à tout moment, contrôle actif des masses "sans égard à la personne", etc.). La domination de la bureaucratie sur le pays comme la domination de Staline sur la bureaucratie ont atteint une perfection presque absolue. Mais quelles conclusions en tirer? L'un dira: puisque l'Etat réel, issu de la Révolution d'Octobre, ne répond pas aux normes idéales établies à priori, alors je lui tourne le dos. C'est du snobisme politique, coutumier aux milieux d'intellectuels petits-bourgeois, pacifico-démocrates, libertaires, anarcho-syndicalistes, en général ultra-gauches. Un autre dira: puisque cet Etat est issu de la Révolution d'Octobre, toute critique sur lui est sacrilège et contre-révolutionnaire. C'est la voix de la cagoterie, derrière laquelle se cache le plus souvent le simple intérêt matériel de certains groupes de la même petite-bourgeoisie ou de l'aristocratie ouvrière. Ces deux types --du snob politique et du cagot politique-- se changent facilement l'un en l'autre, selon les circonstances personnelles. Laissons-les tous les deux.

Le marxiste dira: l'U.R.S.S. actuelle ne répond manifestement pas aux normes établies à priori de l'Etat soviétique; cherchons ce que nous n'avons pas prévu au moment où nous avons élaboré les normes programmatiques; cherchons aussi quels facteurs sociaux ont défiguré l'Etat ouvrier; vérifions encore une fois si ces altérations se sont étendues aux fondements économiques de l'Etat, c'est-à-dire si les conquêtes sociales fondamentales de la Révolution prolétarienne sont conservées; au cas où elles sont conservées, dans quel sens ont-elles changé; y a-t-il en U.R.S.S. et sur l'arène mondiale des facteurs qui puissent favoriser et accélérer la prépondérance des tendances progressives du développement sur les tendances réactionnaires? Une telle façon d'aborder la question est complexe. Elle ne donne pas la réponse toute faite et passe-partout qu'aiment tant les esprits paresseux. Par contre, non seulement elle sauve deux plaies: le snobisme et la cagoterie, mais en outre elle ouvre la possibilité d'intervenir activement dans le sort de l'U.R.S.S.

Quand le groupe du "Centralisme Démocratique" déclarait en 1926 que l'Etat ouvrier était liquidé, il enterrait manifestement une révolution encore vivante. Par contre, l'Opposition de gauche élaborait la plate-forme des réformes du régime soviétique. Pour s'élever et s'affermir en caste privilégiée, la bureaucratie staliniste écrasa l'Opposition de gauche. Mais dans la lutte pour ses positions, la bureaucratie s'est trouvée contrainte de puiser dans la plate-forme de l'Opposition de gauche toutes les mesures qui lui donnèrent la possibilité de sauver les bases sociales de l'Etat. Leçon politique inappréciable! Elle montre comment des conditions historiques déterminées: état arriéré de la paysannerie, lassitude du prolétariat, absence de soutien décisif en Occident, préparent, dans la révolution, un "second chapitre", qui se caractérise par l'étouffement de l'avant-garde prolétarienne et l'écrasement des internationalistes révolutionnaires par une bureaucratie nationaliste et conservatrice. Mais ce même exemple montre comment une ligne politique juste permet à un groupement marxiste de féconder le développement, même lorsque les vainqueurs du "second chapitre" écrasent les révolutionnaires du "premier chapitre".

Un mode de penser superficiel, idéaliste, opérant avec des normes toutes faites, leur adaptant mécaniquement le développement vivant, passe facilement de l'enthousiasme à la prostration. Seul le matérialisme dialectique, qui sait considérer tout ce qui existe dans son développement, dans la lutte des forces internes, communique la fermeté nécessaire à la pensée et à l'action.

DICTATURE DU PROLETARIAT ET DICTATURE DE LA BUREAUCRATIE

Dans une série de travaux antérieurs nous avons établi que, malgré des succès économiques, conditionnés par la nationalisation des moyens de production, la *société soviétique* conserve un caractère pleinement contradictoire, transitoire et que, par la situation des travailleurs, par l'inégalité des conditions d'existence, par les privilèges de la bureaucratie, elle se trouve encore beaucoup plus près du régime capitaliste que du communisme futur.

Nous avons établi en même temps que, malgré une dégénérescence bureaucratique monstrueuse, l'*Etat soviétique* reste encore l'arme historique de la classe ouvrière, étant donné qu'il assure le développement de l'économie et de la culture sur la base de moyens de production nationalisés et prépare, de ce fait même, les conditions d'une véritable émancipation des travailleurs par la voie d'une liquidation de la bureaucratie et de l'inégalité sociale.

Celui qui n'a pas réfléchi profondément à ces deux principes fondamentaux et ne s'en est pas sérieusement pénétré, qui en général n'a pas étudié la littérature des bolcheviks-léninistes sur la question de l'U.R.S.S., depuis 1923, celui-là risque, à chaque nouvel événement, de perdre le fil directeur et de remplacer l'analyse marxiste par de pitoyables lamentations.

Le bureaucratisme soviétique (il serait plus exact de dire: antisoviétique) est le produit de contradictions sociales, entre la ville et la campagne, entre le prolétariat et la paysannerie (ces deux genres de contradictions ne coïncident pas); entre les républiques nationales et leurs subdivisions; entre les divers groupes de la paysannerie; entre les diverses couches du prolétariat; entre les divers groupes de consommateurs; enfin, entre l'Etat soviétique dans son ensemble et son encerclement capitaliste. Actuellement, par la traduction de tous les rapports dans le langage du système monétaire, les contradictions économiques vont apparaître au grand jour d'une façon particulièrement vive.

La bureaucratie résout ces contradictions en s'élevant au-dessus des masses travailleuses. Elle utilise sa fonction pour affermir sa domination. Par la réalisation d'une direction incontrôlée, arbitraire et sans appel, elle accumule de nouvelles contradictions. Les exploitant, elle crée un régime d'absolutisme bureaucratique.

Les contradictions à l'intérieur de la bureaucratie elle-même ont abouti à la sélection d'un ordre qui exerce le commandement; la nécessité de la discipline à l'intérieur de l'ordre ont abouti au pouvoir personnel, au culte du chef infallible. Le même régime règne à l'usine, dans le kolkhoze, à l'université, dans l'Etat: le chef avec une douzaine de fidèles; les autres suivent le chef. Staline ne fut jamais et ne pouvait, par sa nature, être un chef de masses: il est le chef des "chefs" bureaucratiques, leur couronnement, leur personification.

Plus les problèmes économiques deviendront complexes, plus les exigences et les intérêts de la population s'accroîtront, plus les contradictions entre le régime bureaucratique et les exigences du développement socialiste seront aiguës, et plus la

bureaucratie luttera âprement pour le maintien de ses positions, et plus elle recourra cyniquement à la violence, à la tromperie, à la corruption.

Le fait que le régime politique empire constamment alors que l'économie et la culture se développent, ce fait criant s'explique par ceci, et par ceci seulement, que l'oppression, les persécutions, les répressions servent maintenant pour une bonne moitié non pas au maintien de l'Etat, mais au maintien du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. D'où, précisément, la nécessité toujours plus grande de masquer les répressions à l'aide de fourberies et d'amalgames.

--Peut-on, cependant, qualifier d'*ouvrier* un tel Etat? dit la voix révoltée des moralistes, des idéalistes et des snobs "révolutionnaires". Les plus prudents objectent ceci : "Peut-être en fin de compte est-ce tout de même un Etat ouvrier; mais de la dictature du prolétariat il ne reste pas trace : c'est un Etat ouvrier dégénérant sous la dictature de la bureaucratie".

Il n'y a aucune raison de revenir dans son ensemble sur cette argumentation. Tout ce qui est nécessaire à ce sujet a été dit dans la littérature de notre tendance et dans ses documents officiels. Personne n'a tenté de réfuter, d'amender ou de compléter la position des bolcheviks-léninistes dans cette très importante question.

Nous nous bornerons ici à un seul problème: peut-on appeler dictature du prolétariat la dictature de fait de la bureaucratie ?

La difficulté de terminologie vient de ce que le mot *dictature* est employé tantôt dans un sens strictement politique, tantôt dans un sens plus profond, sociologique. Nous parlons de "dictature de Mussolini" et en même temps nous déclarons que le fascisme n'est que l'instrument du capital financier. De ces deux propositions laquelle est exacte? L'une et l'autre, mais sur des plans différents.

Il est indiscutable que tout le pouvoir de décision est concentré dans les mains de Mussolini. Mais il est non moins vrai que tout le contenu réel de l'activité gouvernementale est dicté par les intérêts du capital financier. La domination *sociale* d'une classe ("dictature") peut prendre des formes *politiques* extrêmement différentes. Toute l'histoire de la bourgeoisie, du moyen âge à nos jours, en témoigne.

L'expérience de l'Union soviétique est déjà suffisante pour permettre d'étendre la même loi historique --avec tous les changements nécessaires-- également à la dictature du prolétariat. Entre la conquête du pouvoir et la dissolution de l'Etat ouvrier dans la société socialiste, les formes et les méthodes de la domination prolétarienne peuvent changer brusquement, selon la marche de la lutte des classes, nationale et internationale.

Par exemple, le régime de commandement actuel de Staline ne rappelle en rien le pouvoir des Soviets des premières années de la révolution. La substitution d'un régime à l'autre s'est produite non d'un seul coup, mais par plusieurs degrés, au moyen d'une série de petites guerres civiles de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne. En fin de compte, la démocratie soviétique a explosé sous la pression des contradictions sociales. Les exploitant, la bureaucratie a arraché le pouvoir des mains des organisations de masse. C'est dans ce sens qu'on peut parler de dictature de la bureaucratie et même de dictature personnelle de Staline. Mais cette usurpation n'a été possible et n'a pu se maintenir que parce que *le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établis*.

Dans ce sens on a plein droit de dire que la dictature du prolétariat a trouvée son expression, défigurée mais incontestable, dans la dictature de la bureaucratie.

IL EST NECESSAIRE DE REVISER ET DE CORRIGER UNE ANALOGIE HISTORIQUE

Dans les discussions intérieures de l'Opposition russe et internationale, "Thermidor" fut entendu conventionnellement comme la première étape de la contre-révolution bourgeoise, dirigée contre la base sociale de l'Etat ouvrier [Les mencheviks parlent aussi de dégénérescence thermidorienne. Ce qu'ils entendent par là, il est impossible de le saisir. Les mencheviks furent contre la conquête du pouvoir par le prolétariat. Actuellement encore ils jugent l'Etat soviétique non prolétarien (on ne sait pas ce qu'il serait exactement). Dans le passé, ils réclamèrent le retour au capitalisme, maintenant à la "démocratie". S'ils ne sont pas eux-mêmes les représentants de tendances thermidoriennes, qu'est-ce donc que "Thermidor"?]. Quoique le fond de la discussion dans le passé, comme nous l'avons vu, n'en ait pas souffert, l'analogie historique a pris toutefois un caractère purement conventionnel, éloigné de la réalité, et ce sens conventionnel entre de plus en plus en contradiction avec les intérêts de l'analyse de la dernière évolution de l'Etat soviétique. Il suffit d'invoquer le fait que nous avons souvent parlé --et avec suffisamment de raisons-- du régime plébiscitaire ou bonapartiste de Staline. Or, le bonapartisme est venu en France après Thermidor. En restant dans les cadres de l'analogie historique, on en vient à se demander: s'il n'y a pas encore eu de "Thermidor" soviétique, d'où peut donc venir le bonapartisme? Sans changer nos anciennes appréciations *quant au fond* --il n'y a aucune raison pour le faire-- il faut réviser radicalement l'analogie historique. Ceci nous permettra d'aborder de plus près quelques faits anciens et de mieux comprendre quelques phénomènes nouveaux.

Le coup d'Etat du 9 Thermidor ne liquida pas les conquêtes de la révolution bourgeoise, mais il fit passer le pouvoir dans les mains des jacobins les plus modérés et les plus conservateurs, dans les mains des éléments les plus fortunés de la société bourgeoise. Actuellement il n'est plus possible de ne pas voir que, dans la révolution soviétique aussi il s'est produit depuis déjà longtemps un déplacement du pouvoir à droite pleinement analogue à Thermidor, quoique à des rythmes plus lents et sous des formes plus masquées. Le complot de la bureaucratie soviétique dirigé contre l'aile gauche a pu garder les premiers temps un caractère relativement peu sanglant pour l'unique raison que le complot lui-même fut accompli d'une façon plus systématique et entière que l'improvisation du 9 Thermidor.

Le prolétariat est socialement plus homogène que la bourgeoisie mais il contient en lui toute une série de couches, qui apparaissent d'une façon particulièrement nette après la conquête du pouvoir, quand se forment la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière liée à elle. L'écrasement de l'opposition de gauche signifia dans son sens le plus direct et le plus immédiat le passage du pouvoir des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique.

Il s'agit, bien entendu, non d'une identité, mais d'une analogie historique, qui trouve toujours ses limites dans les différences des structures sociales et des époques. Mais la présente analogie n'est ni superficielle, ni fortuite elle est déterminée par la tension extrême de la lutte des classes en temps de révolution et de contre-révolution. La bureaucratie dans les deux cas s'est élevée sur le dos de la démocratie plébéienne, qui avait assuré la victoire du nouveau régime. Les clubs jacobins furent étranglés peu à peu. Les révolutionnaires de 1793 périrent dans les combats, devinrent diplomates et généraux, tombèrent sous les coups de la

répression ou... entrèrent dans l'illégalité. Les autres jacobins se changèrent par la suite avec bonheur en préfets napoléoniens. A eux se joignirent un grand nombre de transfuges des anciens partis, des ci-devant aristocrates, de vulgaires carriéristes. Et en Russie? Le passage graduel des Soviets et des clubs du Parti bouillant de vie au régime de commandement de secrétaires qui dépendent uniquement du "chef bien-aimé" reproduit, 130 à 140 ans plus tard, le même tableau de dégénérescence, mais sur une échelle plus gigantesque et dans une situation plus avancée.

La longue stabilisation du régime thermidorien bonapartiste ne devint possible en France que grâce au développement des forces productives, libérées des entraves féodales. Les arrivistes, les pillards, les parents et les alliés de la bureaucratie s'enrichirent. Les masses désillusionnées tombèrent dans la prostration.

L'accroissement des forces productives nationales, commencé en 1923, inattendu pour la bureaucratie soviétique elle-même, créa les prémisses économiques, nécessaires de sa stabilisation. L'édification économique ouvrit un débouché à l'énergie d'organisateurs, d'administrateurs, de techniciens actifs et capables. Leur situation matérielle et morale s'améliora rapidement. Une large couche privilégiée, étroitement liée aux sommets dirigeants, se créa. Les masses travailleuses vécurent d'espoirs ou sombrèrent dans le désespoir.

Ce serait du pédantisme aveugle que d'essayer de faire coïncider les diverses étapes de la Révolution russe avec des événements analogues de la fin du XVIII^e siècle en France. Mais, malgré tout, il saute aux yeux que le régime politique actuel des Soviets rappelle extraordinairement le Consulat, plutôt la fin du Consulat, quand il se rapprochait de l'Empire. Si Staline manque de l'éclat des victoires, il l'emporte en tout cas sur Bonaparte par le régime de la réputation organisée. Un tel pouvoir n'a pu être atteint que par l'étouffement du Parti, des Soviets, de la classe ouvrière dans son ensemble. La bureaucratie sur laquelle s'appuie Staline, est matériellement liée aux résultats obtenus par la révolution nationale accomplie, mais elle n'a aucun point de contact avec la révolution internationale qui se poursuit. Par leur genre de vie, leurs intérêts, leur psychologie, les fonctionnaires soviétiques actuels ne se distinguent pas moins des bolcheviks révolutionnaires que les généraux et les préfets de Napoléon se distinguaient des jacobins révolutionnaires.

THERMIDORIENS ET BONAPARTISTES

L'ambassadeur soviétique à Londres, Maïsky, expliquait dernièrement à une délégation des Trade-unions britanniques la nécessité et la légitimité de la répression staliniste contre les zinoviévistes "contre-révolutionnaires". Cet épisode éclatant --un entre mille-- nous introduit immédiatement au cœur même de la question. Ce que sont les zinoviévistes, nous le savons. Quelles que soient leurs fautes et leurs oscillations, une chose est indiscutable: ils représentent le type du "révolutionnaire professionnel". Les problèmes du mouvement ouvrier mondial, ce sont pour eux des problèmes vitaux. Qui est Maïsky? Un menchevik de droite, qui, en 1918, se sépara à droite de son propre parti pour avoir la possibilité d'entrer comme ministre dans le gouvernement blanc de l'Oural, sous la protection Koltchak. C'est seulement après l'écrasement de Koltchak que Maïsky jugea opportun de se tourner vers les Soviets. Lénine --et nous avec lui-- avait la plus grande méfiance, pour ne pas dire le plus grand mépris, pour ces individus. Actuellement, Maïsky, dans sa dignité d'ambassadeur, accuse les zinoviévistes et les trotskystes de s'efforcer de provoquer une intervention armée pour la restauration de ce même capitalisme... que Maïsky défendit contre nous au moyen de la guerre civile.

L'ambassadeur actuel aux Etats-Unis, A. Troïanovsky, appartint dans sa jeunesse aux bolcheviks, puis abandonna le Parti, fut patriote pendant la guerre, mencheviks en 1917. La Révolution d'Octobre le trouva membre du Comité Central des mencheviks; puis, au cours des années suivantes, Troïanovsky mena la lutte illégale contre la dictature du prolétariat. Il entra dans le parti staliniste, plus exactement dans la diplomatie staliniste, après l'écrasement de l'Opposition de gauche.

L'ambassadeur à Paris Potemkine était, au moment de la Révolution d'Octobre, professeur d'histoire bourgeois; il se joignit aux bolcheviks après leur victoire. L'ancien ambassadeur à Berlin Khintchouk, en qualité de menchevik, entra pendant les journées de la Révolution d'Octobre dans le comité moscovite contre-révolutionnaire du Salut de la patrie et de la révolution, ensemble avec le socialiste-révolutionnaire de droite Grinko, actuellement Commissaire du Peuple aux Finances. Le successeur de Khintchouk à Berlin, Souritz, fut secrétaire politique du premier président des Soviets, le menchevik Tchkhéidzé, et se joignit aux bolcheviks après la victoire. Presque tous les autres diplomates sont du même type; et cependant sont nommés à l'étranger --surtout après les affaires Bessedovsky, Dimmitrievsky, Agabékov, etc.-- des gens particulièrement sûrs.

Dernièrement, à l'occasion des énormes succès de l'industrie aurifère soviétique, la presse mondiale donnait des renseignements sur son organisateur, l'ingénieur Sérébrovsky. Le correspondant du *Temps* à Moscou, qui concurrence maintenant avec succès Duranti et Louis Fischer comme porte-parole officieux des sommets de la bureaucratie, soulignait avec une attention particulière le fait que Sérébrovsky, bolchevik en 1903, appartient à la "vieille garde". C'est bien cela qui se trouve porté sur la carte du parti de Sérébrovsky. En fait, c'est en tant qu'étudiant menchevik qu'il participa à la Révolution de 1905, pour passer ensuite de longues années durant dans le camp de la bourgeoisie. La révolution de Février le trouva directeur, nommé par le gouvernement, de deux usines travaillant pour la défense nationale, membre de l'union des industriels, participant actif à la lutte contre le syndicat des métallurgistes. En mai 1917, Sérébrovsky déclarait que Lénine était un "espion allemand"! Après la victoire des bolcheviks Sérébrovsky me fut adjoint, avec d'autres spécialistes, pour le travail technique: Lénine avait pour lui de la méfiance, moi pas grande confiance. Maintenant Sérébrovsky est membre du Comité Central du Parti!

Dans la revue théorique du Comité Central *Le Bolchevik* (du 31 décembre 1934) est imprimé un article de Sérébrovsky sur "L'industrie aurifère en U.R.S.S.". Prenons la première page: "...sous la direction du chef aimé du Parti et de la classe ouvrière, le camarade Staline..."; trois lignes après: "le camarade Staline dans son entretien avec le correspondant américain M. Duranti..."; encore cinq lignes plus loin: "le rapport concis et précis du camarade Staline..."; à la fin de la page: "Voilà ce que signifie lutter à la staliniste pour l'industrie de l'or". A la deuxième page: "Le grand chef, le camarade Staline nous enseigne..."; quatre lignes après: "En réponse à leur rapport, le camarade Staline écrivit: "Je vous félicite de vos succès..."; plus bas à la même page: "Inspirés par les indications du camarade Staline", une ligne après: "le parti avec à sa tête le camarade Staline..."; deux lignes plus loin: "Les indications de notre Parti et (!) du camarade Staline". Prenons la fin de l'article. Au milieu de la page nous lisons: "Les indications du chef génial du Parti et de la classe ouvrière, le camarade Staline..." et trois lignes après: "Les paroles du chef aimé, le camarade Staline...".

La satire elle-même reste désarmée devant un tel torrent de servilité! Des "chefs bien-aimés" n'ont pas besoin, semblerait-il, qu'on leur fasse des déclarations d'amour cinq fois par page, d'ailleurs dans un article consacré non pas au jubilé d'un chef, mais

à... l'extraction de l'or. D'autre part, l'auteur de l'article, capable de ramper de la sorte, ne peut, évidemment, rien avoir en lui d'un révolutionnaire. Tel est cet ancien directeur tsariste d'énormes usines, menant la lutte contre les ouvriers, bourgeois et patriote, maintenant soutien du régime, membre du Comité Central et staliniste à cent pour cent!

Encore un exemple. Un des piliers de *La Pravda* actuelle, Zalavsky, montrait en janvier de cette année qu'il était inadmissible d'éditer les romans réactionnaires de Dostoïevsky, tout comme les "œuvres contre-révolutionnaires de Trotsky, Zinoviev et Kamenev". Qui est ce Zalavsky? Dans un passé lointain il fut bundiste de droite (menchevik du Bund juif), puis journaliste bourgeois, menant en 1917 la campagne la plus dégoûtante contre Lénine et Trotsky, agents de l'Allemagne. Dans les articles de Lénine de 1917 on rencontre, comme un refrain, cette phrase: "Zalavsky et les gredins de son espèce". C'est ainsi que Zalavsky s'inscrivit dans la littérature du Parti comme le type achevé du calomniateur bourgeois à gages. Pendant la guerre civile il se cacha à Kiev, comme journaliste de la presse blanche. C'est seulement en 1923 qu'il passa du côté du pouvoir soviétique. Actuellement il défend le stalinisme contre "Les contre-révolutionnaires" Trotsky, Zinoviev et Kamenev! La presse de Staline est pleine d'individus de ce genre, en U.R.S.S. comme à l'étranger.

Les anciens cadres du bolchevisme sont écrasés. Les révolutionnaires ont fait place à des fonctionnaires à l'échine souple. La pensée marxiste a disparu devant la peur, la flatterie et l'intrigue. Du Bureau Politique de Lénine il reste le seul Staline: deux membres du Bureau Politique sont politiquement brisés et traqués (Rykov et Tomsy); deux membres sont en prison (Zinoviev et Kamenev), un est expulsé à l'étranger et privé de ses droits de citoyen (Trotsky). Lénine, selon l'expression de Kroupskaïa ne fut sauvé de la répression bureaucratique que par la mort: n'ayant pu le mettre en prison, les épigones l'ont enfermé dans un mausolée. Toute la substance de la couche dirigeante est dégénérée. Les thermidoriens et les bonapartistes ont repoussé les jacobins; les stalinistes ont remplacé les bolcheviks.

Pour la large couche des Maïsky, des Sérébrovsky et des Zalavsky, grands, moyens et petits, conservateurs et nullement désintéressés, Staline est l'arbitre suprême, le dispensateur des bienfaits et le défenseur contre des oppositions possibles. En revanche la bureaucratie accorde de temps en temps à Staline la sanction d'un plébiscite populaire. Les congrès du Parti comme les congrès des soviets sont organisés selon un seul et unique critère *pour* ou *contre* Staline? *Contre* ne peuvent être que des contre-révolutionnaires et on les traite comme il convient. Telle est la mécanique actuelle du pouvoir. C'est une mécanique *bonapartiste*, il n'a pas encore été possible de trouver d'autre terme pour elle dans le vocabulaire politique.

LA DIFFERENCE DES ROLES DE L'ETAT BOURGEOIS ET DE L'ETAT OUVRIER

Sans analogie historique il est impossible de s'instruire dans l'histoire. Mais une analogie doit être concrète: les ressemblances ne doivent pas faire oublier les différences. Les deux révolutions ont mis fin au féodalisme et au servage. Mais l'une, par son aile la plus radicale, tenta en vain de sortir des limites de la société bourgeoise; l'autre renversa réellement la bourgeoisie et créa un Etat ouvrier. Cette différence de classe, qui ramène l'analogie à des limites matérielles indispensables, a une importance décisive pour faire un pronostic.

Après une profonde révolution démocratique, qui a libéré le paysan du servage et lui a donné la terre, la contre-révolution féodale est en général impossible. La monarchie renversée peut revenir au pouvoir et s'entourer des fantômes du moyen âge. Mais elle n'a plus la force de rétablir l'économie du féodalisme. Les rapports bourgeois, une fois libérés des entraves féodales, se développent automatiquement. Aucune force extérieure ne peut plus les arrêter: ils doivent eux-mêmes creuser leur fosse, après avoir créé leur fossoyeur.

Il en est de tout autre façon avec le développement des rapports socialistes. La révolution prolétarienne non seulement affranchit les forces productives des entraves de la propriété privée, mais elle met également à leur disposition immédiate l'Etat qu'elle a engendré. Tandis qu'après la révolution l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, laissant le marché à ses propres lois, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur. Le remplacement d'un régime politique bourgeois par l'autre n'a sur le marché qu'une influence indirecte superficielle. Au contraire, le remplacement d'un gouvernement ouvrier par un gouvernement bourgeois ou petit-bourgeois mènerait infailliblement à la liquidation du principe de la planification, et ensuite aussi au rétablissement de la propriété privée. *A la différence du capitalisme le socialisme ne s'édifie pas automatiquement, mais consciemment.* La marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir étatique qui veut le socialisme ou est contraint de le vouloir. Le socialisme ne peut prendre un caractère inébranlable qu'à un stade très élevé de son développement, quand les forces productives dépasseront de loin les forces capitalistes, quand les besoins humains de tous et de chacun recevront pleine satisfaction et quand l'Etat déperira définitivement, en se dissolvant dans la société. Mais tout cela est encore l'affaire d'un avenir lointain. A l'étape actuelle du développement l'édification socialiste vit et meurt en même temps que l'Etat ouvrier. C'est seulement après s'être fortement pénétré de la profonde différence des lois de la formation de l'économie bourgeoise ("anarchiste") et de l'économie socialiste ("planifiée") qu'on peut comprendre quelles limites l'analogie avec la grande Révolution française ne doit pas outrepasser.

Octobre 1917 termina la révolution démocratique et entama la révolution socialiste. Aucune force au monde ne fera plus revenir en arrière la révolution agraire démocratique en Russie: ici, complète analogie avec la révolution jacobine. Mais la révolution kolkhozienne court encore tous les risques, et avec elle la nationalisation des moyens de production. La contre-révolution politique, même si elle s'étendait jusqu'à la dynastie des Romanov, ne pourrait pas rétablir la grande propriété foncière. Mais il suffirait de la restauration d'un bloc des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires pour que l'édification socialiste soit supprimée d'un seul coup.

LA TRANSFORMATION DU CENTRISME BUREAUCRATIQUE EN BONAPARTISME

La différence fondamentale entre les deux révolutions, et par conséquent aussi entre les révolutions "correspondantes", est extraordinairement importante pour comprendre la signification des *transformations politiques réactionnaires, qui constituent l'essence du régime de Staline*. La révolution paysanne ainsi que la bourgeoisie qui s'appuyait sur elle s'accommodèrent très bien du régime de Napoléon et subsistèrent même sous Louis XVIII. La révolution prolétarienne court un danger mortel déjà avec le régime actuel de Staline: elle ne supportera pas un nouveau déplacement à droite.

"Bolchevik" par ses traditions, mais ayant au fond renié depuis longtemps les traditions, petite-bourgeoise par sa composition et son esprit, la bureaucratie soviétique est appelée à régler l'antagonisme entre le prolétariat et la paysannerie, entre l'Etat ouvrier et l'impérialisme mondial telle est la base sociale du *centrisme bureaucratique*, de ses zigzags, de sa force, de sa faiblesse et de son

influence si funeste sur le mouvement prolétarien mondial [Les brandlériens, y compris les chefs du S.A.P. qui restent encore aujourd'hui quant à la théorie les élèves de Thalheimer, ne virent dans la politique de l'Internationale Communiste que de l'"ultra-gauchisme" et nièrent (ils continuent à le nier) la notion même de centrisme bureaucratique. La "quatrième période" actuelle, alors que Staline, par le crochet de l'Internationale Communiste, tire le mouvement ouvrier européen à *droite* du réformisme officiel, montre combien superficielle et opportuniste est la philosophie politique de Thalheimer-Walcher et consorts. Ces gens-là ne savent approfondir aucune question jusqu'au bout. C'est précisément pourquoi ils ont une telle répulsion pour le principe de *dire ce qui est*, c'est-à-dire pour le principe suprême de toute analyse scientifique et de toute politique révolutionnaire.]. Plus la bureaucratie deviendra indépendante, plus le pouvoir se concentrera dans les mains d'un seul individu, plus le *centrisme bureaucratique* se changera en *bonapartisme*.

La notion de bonapartisme, trop vaste, exige des concrétisations. Dans ces dernières années, nous avons donné ce nom aux gouvernements capitalistes qui, exploitant l'antagonisme des camps prolétarien et fasciste et s'appuyant immédiatement sur l'appareil militaire et policier, s'élèvent au-dessus du Parlement et de la démocratie, en tant que sauveurs de "l'unité nationale". Nous avons toujours strictement distingué ce bonapartisme de décadence du bonapartisme jeune, offensif, qui fut non seulement le fossoyeur des principes politiques de la révolution bourgeoise, mais encore le gardien de ses conquêtes sociales. Nous avons donné à ces deux phénomènes le même nom, parce qu'ils ont des traits communs: dans le vieillard on peut reconnaître le jeune homme, malgré l'oeuvre impitoyable des ans.

Nous comparons, bien entendu, le bonapartisme actuel du Kremlin, au bonapartisme de l'ascension bourgeoise, et non du déclin; au Consulat et au Premier Empire, et non à Napoléon III et encore moins à Schleicher ou à Doumergue. Pour faire une telle analogie il n'est pas besoin d'attribuer à Staline les traits de Napoléon Ier; quand les conditions sociales l'exigent, le bonapartisme peut se former autour d'axes de calibre bien différent.

Du point de vue qui nous intéresse, la différence des bases sociales des deux bonapartismes, d'origine jacobine et d'origine soviétique, est beaucoup plus importante. Dans un cas, il s'agit de la consolidation de la révolution bourgeoise par la voie de la liquidation de ses principes et de ses institutions politiques. Dans l'autre cas, il s'agit de la consolidation de la révolution ouvrière et paysanne par la voie de l'écrasement de son programme international, de son Parti dirigeant, de ses Soviets. En développant la politique de Thermidor, Napoléon mena la lutte non seulement contre le monde féodal, mais aussi contre la "plèbe" et les milieux démocratiques de la petite et moyenne bourgeoisie; il concentra de cette façon les avantages du régime engendré par la révolution dans les mains d'une nouvelle aristocratie bourgeoise. Staline maintient les conquêtes de la Révolution d'Octobre non seulement contre la contre-révolution féodalo-bourgeoise, mais aussi contre les prétentions des travailleurs, leurs impatiences, leur mécontentement; il écrase l'aile gauche, qui exprime les tendances progressives et historiquement légitimes des masses ouvrières non privilégiées; il crée une nouvelle aristocratie, à l'aide d'une extraordinaire différenciation dans les salaires, les privilèges, les décorations, etc. S'appuyant sur la couche supérieure de la nouvelle hiérarchie sociale contre la couche inférieure --et parfois inversement-- Staline est parvenu à une complète concentration du pouvoir entre ses mains. Comment appeler ce régime autrement que bonapartisme soviétique?

Par son essence même le bonapartisme ne peut se maintenir longtemps: une bille posée au sommet d'une pyramide doit infailliblement tomber d'un côté ou de l'autre. Mais c'est précisément ici, comme nous l'avons déjà vu, que l'analogie historique ne franchit pas ses limites. Le renversement de Napoléon n'est assurément pas passé sans laisser de traces sur les rapports entre les classes; mais au fond la pyramide sociale de la France conserva son caractère bourgeois. L'effondrement inévitable du bonapartisme staliniste met maintenant même un point d'interrogation sur le maintien du caractère d'Etat ouvrier de l'U.R.S.S. L'économie socialiste ne peut s'édifier sans pouvoir socialiste. Le sort de l'U.R.S.S., en tant qu'Etat *socialiste*, dépend du régime *politique*, qui viendra remplacer le bonapartisme staliniste. Seule l'avant-garde du prolétariat, si elle réussit à rassembler de nouveau autour d'elle les travailleurs de la ville et des champs, peut régénérer le système soviétique.

CONCLUSIONS

De notre analyse découle une série de conclusions que nous exposons ici sous une forme concise:

1. Le Thermidor de la Grande Révolution Russe n'est pas devant nous, mais déjà loin en arrière. Les Thermidoriens peuvent célébrer, par exemple, le dixième anniversaire de leur victoire.
2. Le régime politique actuel de l'U.R.S.S. est un régime de bonapartisme "soviétique" (ou antisoviétique), plus proche par son type de l'Empire que du Consulat.
3. Par ses bases sociales et ses tendances économiques, l'U.R.S.S. continue à rester un Etat ouvrier.
4. La contradiction entre le régime politique du bonapartisme et les exigences du développement socialiste constitue la source la plus importante de crises intérieures et le danger le plus immédiat pour l'existence même de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier.
5. Vu le niveau encore très bas des forces productives et l'encerclement capitaliste, les classes et les contradictions de classes, tantôt s'affaiblissant, tantôt s'exacerbant, existeront encore en U.R.S.S. pendant un temps indéterminé, en tout cas jusqu'à la complète victoire du prolétariat dans les grandes nations capitalistes du monde.
6. L'existence de la dictature prolétarienne reste même dans l'avenir la condition nécessaire du développement socialiste de l'économie et de la culture en U.R.S.S. C'est pourquoi la dégénérescence bonapartiste de la dictature représente une menace directe et immédiate pour toutes les conquêtes sociales du prolétariat.
7. Les tendances terroristes dans les rangs de la jeunesse communiste sont un des symptômes les plus graves de l'épuisement des possibilités politiques du bonapartisme, entré dans la période de la lutte la plus acharnée pour son existence.
8. L'effondrement inévitable du régime politique staliniste n'aboutira au rétablissement de la démocratie soviétique que si le rejet du bonapartisme est un acte conscient de l'avant-garde prolétarienne. Dans tous les autres cas à la place du stalinisme ne pourrait venir que la contre-révolution fasciste-capitaliste.
9. La tactique de la terreur individuelle, quel que soit le drapeau dont elle se couvre, ne peut dans les conditions actuelles que tourner au profit des pires ennemis du prolétariat.
10. La responsabilité politique et morale pour l'apparition même du terrorisme dans les rangs de la jeunesse communiste retombe sur Staline, fossoyeur du Parti.

11. La principale cause de l'affaiblissement de l'avant-garde prolétarienne de l'U.R.S.S. dans la lutte contre le bonapartisme, ce sont les défaites continues du prolétariat mondial.

12. La principale cause des défaites du prolétariat mondial, c'est la politique criminelle de l'Internationale Communiste, le serviteur aveugle du bonapartisme staliniste et, en même temps, le meilleur allié et le meilleur défenseur de la bureaucratie réformiste.

13. La première condition de succès sur l'arène internationale, c'est l'affranchissement de l'avant-garde prolétarienne internationale de l'influence démoralisante du bonapartisme soviétique, c'est-à-dire de la bureaucratie mercenaire de la soi-disant Internationale Communiste.

14. La lutte pour le salut de l'U.R.S.S. comme Etat socialiste concorde pleinement avec la lutte pour la Quatrième Internationale.

POSTFACE

Les adversaires s'accrocheront peut-être bien à notre "auto-critique". Ainsi, s'exclameront-ils, vous changez de position sur la question fondamentale de Thermidor: auparavant vous ne parliez que du danger de Thermidor; maintenant vous affirmez inopinément que Thermidor est déjà derrière nous. C'est ce que diront, vraisemblablement, les stalinistes et ils ajouteront en tout cas que nous avons changé de position pour provoquer plus facilement l'intervention armée. Dans le même esprit peuvent s'exprimer les brandlériens et les lovestonistes, d'une part, quelques malins "ultragauchistes" de l'autre. Ces gens n'ont jamais été capables de nous indiquer ce qui était erroné dans notre analogie de Thermidor; ils crieront maintenant d'autant plus fort que nous avons découvert l'erreur nous-mêmes.

La place de cette erreur dans notre appréciation générale de l'U.R.S.S. a été indiquée plus haut. Il ne s'agit en aucun cas de *changer* notre position de principe, telle qu'elle fut formulée dans une série de documents officiels, mais seulement de la *préciser*. Notre "autocritique" s'étend non à l'analyse du caractère de classe de l'U.R.S.S. ou des causes et des conditions de sa dégénérescence, mais seulement à l'éclaircissement historique de ces processus dans l'établissement d'une analogie avec des étapes connues de la grande Révolution française. La correction d'une erreur partielle, même importante, non seulement n'a pas ébranlé la position fondamentale des bolcheviks-léninistes, mais, au contraire, a permis de l'établir plus exactement et plus concrètement, à l'aide d'analogies plus justes, plus réalistes. Il faut encore ajouter que la découverte de l'erreur fut grandement facilitée par le fait que les processus mêmes de dégénérescence politique dont il est question en sont venus entre temps à prendre des contours plus précis.

Notre tendance n'a jamais prétendu à l'infailibilité. Nous ne recevons pas des vérités toutes faites sous forme de révélations, comme les pontifs ignorants du stalinisme. Nous étudions, nous discutons, nous vérifions les conclusions à la lumière de l'expérience, nous corrigeons ouvertement les erreurs commises, et nous poursuivons notre route. La conscience scientifique et la rigueur envers soi-même constituent la meilleure tradition du marxisme et du léninisme. Sous ce rapport aussi nous voulons être fidèles à nos maîtres.

1er février 1935.